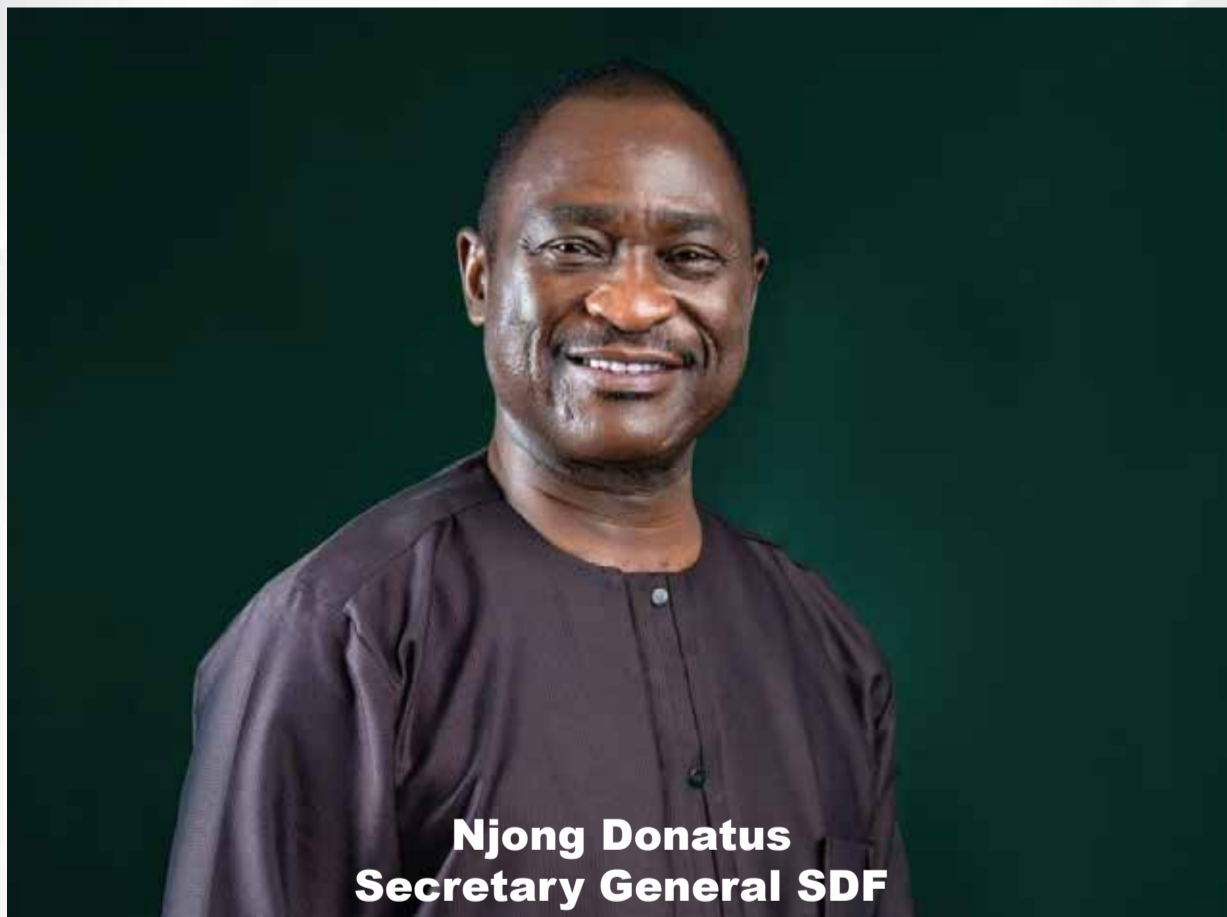


**CAMEROUN : LES
10 GRANDES PRO-
MESSES
FALLACIEUSES DU
RENOUVEAU**

**SDF SG PRESCRIT
L'ORIENTATION NÉ-
CESSAIRE AUX MI-
NISTRES DU SHADOW
CABINET**

**SDF SG PRESCRIBES NECES-
SARY ORIENTATION TO
SHADOW MINISTERS.**



Hon. MBANYA BOLIVIE
National legal Adviser



ACHILLE LEUDJO
National legal Adviser



Dr. BOBUIN JOHN GEMANDZE
VICE SHADOW MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS



NDOUMBE JEANNETTE
SECÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Cameroun : Les 10 grandes promesses fallacieuses du Renouveau

Par Louis-Marie Kakdeu



Au Cameroun, l'on parle de Renouveau en référence au régime du Président Paul Biya qui a commencé le 6 novembre 1982. A sa prise de pouvoir dans un contexte autoritaire, le Renouveau a suscité beaucoup d'espoir au sein de l'opinion nationale et a reçu beaucoup de bénédictions pour mener le pays à bon port. 42 ans plus tard, alors que Paul Biya est toujours au pouvoir, l'heure est au bilan à la fois sur les plans diachronique (rapport entre avant et après), transversal (rapport entre Ici et ailleurs) et normatif (rapport entre ce qui est fait et ce qui

devrait être fait). Un regard rétrospectif nous permet de voir qu'il y avait des piliers de ce système qui sont aujourd'hui dévoyés par des promesses restées fallacieuses. Voici un aperçu :

1- Le Renouveau avait promis la rigueur et la moralisation. C'était le pilier du système qui connotait la rupture et suscitait beaucoup d'espoir. Avoir de la rigueur suppose être inflexible et appliquer la dureté de la règle. Force est de constater qu'en 2024, les Camerounais parle de l'époque Ahidjo avec beaucoup de nostalgie. Le Renouveau est un

régime de laisser-aller et de laisser-faire. Pire, l'on estime que près de 80% des règles de droit ne sont pas appliquées avec rigueur. La Constitution n'est pas appliquée avec rigueur. L'application de la justice est à tête chercheuse, ce qui fait dire aux Camerounais que l'action publique « a l'œil [pour discerner] ». Quant à la moralisation, elle est une action d'élévation du citoyen dans l'ordre de la morale c'est-à-dire dans l'ordre des valeurs conformes aux mœurs et règles de notre société. Force est de constater qu'il y a plutôt eu déprava-

tion des mœurs et dégradation de la morale publique qu'il y avait à l'époque d'Ahidjo. Depuis 1998, le Cameroun est parmi les champions du monde de la corruption. Nous sommes dans une société où il y a inversion des valeurs : la norme est devenue anormale. Les citoyens qui cherchent à être en règle sont risibles. Au Cameroun aujourd'hui, celui qui ne « broute pas là où il est attaché » est considéré comme étant « bête ».

2- Le Renouveau avait promis la paix et la stabilité. La paix renvoie tout simplement à l'absence de conflits sociaux. La stabilité renvoie à une situation d'équilibre social. En 2024, force est de constater que 6 régions sur 10 sont en situation d'insécurité permanente (Nord-Ouest, Sud-Ouest, Extrême-Nord, Nord, Adamaoua, Est). Les tensions sociales sont multiples et perceptibles, ce qui fait craindre l'imminence d'un pogrom. Chaque année, la vie est encore plus dure que par le passé, plongeant les citoyens dans l'incertitude. Le régime a actualisé la langue de bois et parle maintenant de « résilience » en référence à la capacité des citoyens à supporter la souffrance. En réalité, il s'agit d'un état de résignation qui s'exprime à travers l'expression populaire : « on va faire comment ? ». Dans les faits, le citoyen se sent persécuté et l'indicateur de la vie inconfortable au Cameroun

est l'extension à une vitesse exponentielle du flux migratoire vers l'étranger. Les chiffres donnent des vertiges. Plus de 6 millions de Camerounais ont fui le pays, soit ¼ de la population.

3- Le Renouveau avait promis que le Cameroun ne sera la chasse gardée de personne. Il s'agissait au cours de ces années 1987 d'affirmer le choix souverainiste qui traverse l'Afrique subsaharienne depuis 2020. On aurait pu dire que le Renouveau était en avance. Mais, force est de constater que l'autonomisation du Cameroun n'a pas eu lieu. On observe que le pays est parti d'un seul maître (la France) à plusieurs maîtres. C'est plutôt une logique d'infidélité. En 2024, l'économie camerounaise est plus que jamais extravertie. Le pays est aujourd'hui un comptoir commercial qui fonctionne comme une prostituée qui n'a pas de goût et qui reçoit n'importe quel

client. Or, le souverainisme suppose que les politiques publiques soient tournées vers le citoyen qui en est le principal bénéficiaire. Le Renouveau n'a pas effacé les symboles de la colonisation (FCFA, coopération militaire, aide au développement, dettes, etc.). Pire, le Renouveau a surendetté le pays, le rendant à jamais dépendant des institutions financières. En 2024, le pays avait plus de FCFA 13500 milliards de dette. Or, l'on devait pouvoir scander : « Cameroon first ! » comme dans tout pays normal du monde. Aux Etats-Unis d'Amérique, on entend : « American first ! ».

4- Le Renouveau avait promis de ne pas aller au FMI. En clair, il s'agissait du rejet de l'économie libérale qui suppose la priorité au capital et aux patrons. Pour ce faire, l'homme du Renouveau demandait de « retrousser les manches » pour produire localement et tenir tête aux

pressions internationales. Force est de constater qu'à ce jour, le Renouveau est déjà allé 6 fois au FMI et que le pays est toujours sous ajustement à cause de son incapacité à tenir la discipline budgétaire et à poursuivre les objectifs de performance. Le FMI dicte la suppression des subventions et des dépenses sociales, faisant du régime du Renouveau un monstre froid qui broie ses citoyens.

5- Le Renouveau avait promis la prospérité. Il fallait retenir du régime qu'il avait apporté la prospérité. En 2024, c'est une désillusion totale. Le régime est arrivé lorsqu'il y avait autosuffisance alimentaire et lorsque le taux de croissance était à deux chiffres. C'est un souvenir lointain. Par une loi portant orientation de l'économie nationale en 1989, le Renouveau avait choisi l'option libérale alors que l'économie du pays n'était qu'embryonnaire.

Le régime a engagé le pays dans la libre compétition alors que le pays n'était pas préparé à la compétition.

Par conséquent, le tissu économique local a été entièrement détruit par la concurrence déloyale (inégalité des chances et de traitement sur le marché). Si nous prenons un secteur de référence comme celui de l'aviculture, on notera que 92,5% des producteurs locaux qui existaient en 1993 avait abandonné le secteur en 2003. A ce jour, en dehors du secteur du fer à béton, il est difficile de trouver un autre secteur excédentaire au Cameroun. En d'autres termes, tous les secteurs sont déficitaires et près de 50% des entreprises qui demeurent encore dans le portefeuille de l'Etat sont sous perfusion. En 1987, il y en avait 188. En 2024, il n'y en avait plus que 36 auxquelles il faut ajouter des entreprises créées entre temps. Le Renouveau avait pris l'option des pri-

v a t i s a t i o n s contre-nature qui se sont révélées être de vraies opérations de pillage à tel point que dans l'actualité, le même Renouveau est dans l'optique de la renationalisation (SNEC ou Camwater, SONEL ou ENEO, etc.). De nos jours, le pays est dans la dépendance directe et indirecte en référence à son incapacité à combler la demande de sa population à partir des produits locaux.

6- Le Renouveau avait promis l'émergence en 2035. 10 ans avant cette échéance, tous les économistes du pays sont d'accord pour dire que cette promesse ne peut plus être tenue. Au rythme actuel, les plus optimistes comme Babissakana parle de 2050 s'il y a, je cite, changement de leadership. Certains veulent s'arrimer à l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Cela fait suite à l'incapacité du Renouveau à transformer les ressources limitées du pays en biens et services illi-

mités. Le régime explique que de multiples chocs externes et internes ont été à l'origine de la banqueroute comme s'il existera un jour au monde où il n'y aura pas de choc. Il faut simplement dire que l'option libérale adopter en 1989 était mauvaise. Sous le régime Ahidjo, la planification et la programmation étaient au cœur de l'action publique. L'on parlait des plans quinquennaux qui étaient régulièrement évalués. Or, la planification, la programmation et l'évaluation des politiques sont le ventre mou du Renouveau. On avance seulement en fonction de la météo électorale. On fait des promesses qui peuvent être nationalistes ou électoralistes en fonction des besoins de conservation de pouvoir. Le Renouveau est donc expert en matière de conservation de pouvoir et nul en matière de développement.

7- Le Renouveau avait promis la démocratie. L'autre

souhait du Renouveau était que l'on se souvienne qu'il a aussi apporté la démocratie. La démocratie suppose la participation de toutes les composantes sociales aux mécanismes de prise de décision. La participation à son tour suppose la consultation et la concertation. Force est de constater que le Renouveau a déconstruit les accords politiques de Founban, la tripartite, le Grand Dialogue National, etc. Les hommes du Renouveau s'appellent dans l'imaginaire politique « Maradona » en référence à leur forte capacité à dribbler les adversaires politiques ou mieux, à duper l'opinion. Par exemple, la tripartite a consacré la limitation du mandat du Président de la République. C'est aujourd'hui un triste souvenir puisque le Renouveau n'a rien respecté. Le dialogue social est rompu

et 3 régions sur 10 sont en guerre en 2024. La démocratie suppose aussi la représentation de toutes les couches sociales dans les instances de prises de décision. En 42 ans, on constate que le Renouveau a mis sur pied un système de règne sans partage qui exacerbe les tensions sociales. Par exemple, le sport favori des Camerounais en 2024, c'est de scruter l'origine ethnique de toutes les personnes promues ou déclarées admises à un concours, ce qui est un indicateur de redistribution inéquitable. La démocratie suppose surtout le respect des règles de droit et le respect des libertés fondamentales. En 2024, l'administration publique donne formellement l'ordre de tuer, neutraliser, déporter, broyer dans le moulinex, sans conséquence. La sodomie, la torture, l'humiliation et la soumission sont devenues le mécanisme de contrôle de la liberté d'expression comme a pu révéler l'affaire

Zogo et bien d'autres. Le Cameroun est devenu ce que la littérature appelle « security state [Etat de sécurité] » en lieu et place de l'Etat de droit dont on se serait attendu. Il s'agit d'un Etat dominé plutôt par les réflexes de sécurité. La démocratie suppose la transparence. La transparence est le droit à l'information. En 2024, le pays est dirigé dans l'opacité totale. Il est même désormais interdit de s'interroger sur la santé du Président de la République. Les scandales financiers s'accumulent sans conséquence (Covidgate, Glencoregate, CANgate, etc.). Il est impossible par exemple de dire quel est le calendrier électoral. On sait seulement que c'est « sûr mais, lointain ». Le pays est dirigé par la rumeur, les hautes instructions et les silences présidentiels. C'est la loi de l'omerta. Et c'est tout sauf la démocratie.

8- Le Renouveau avait promis la lutte contre la pauvreté.

En 2024, selon l'INS, plus de 10 millions de camerounais vivent encore sous le seuil de la pauvreté (1/3 de la population) et près de 3 millions sont en situation d'urgence humanitaire. Plus de 15 millions de Camerounais n'ont pas d'acte de naissance et de carte nationale d'identité, ce qui réduit leur citoyenneté. Près de 90% de Camerounais n'ont pas de titre de propriété, ce qui limite leur inclusion financière. La pauvreté est l'exclusion du système financier. Les banques camerounaises sont en surliquidité mais, les Camerounais n'ont pas d'argent. Le gouvernement du Renouveau a choisi de surtaxer l'accès à la propriété privée. En 2024, l'on n'a à jour ni code de nationalité, ni code foncier, ni code de la famille, ni code du travail, ni code de l'investissement, etc. En clair, les fondements de l'Etat sont inexistant. C'est un choix politique suicidaire. Cela fait dire que le Renouveau est un

régime criminel. Dans l'imaginaire populaire au Cameroun, l'on dit que le Renouveau est un régime sorcier qui mange ses propres enfants. C'est révélateur d'un malaise profond qui traverse le pays **9- Le Renouveau avait promis la modernisation de l'administration publique.** Au Cameroun, seul le passeport se fait en 24 heures avec une qualité de service fort appréciable. L'on se demande comment est-ce que le commissaire de police qui gère ce service peut être aussi bête dans un contexte où tout le monde broute là où il est attaché. Il faut s'attendre à ce qu'on le vire pour nommer un vrai fonctionnaire du Renouveau qui vous demande à distance si il/elle mange votre bonjour. Un vrai fonctionnaire du Renouveau ne rate pas les messes et ne saute pas les prières



. Il/elle construit même les églises et autres mosquées mais, il ou elle ne connaît pas la pitié. Il ou elle ne connaît tout simplement pas Dieu. Car, l'administration publique est devenue le marché où tout a un prix. Le clientélisme et la corruption sont devenus le principe de l'ascension sociale. C'est à prendre ou à laisser.

10- Le Renouveau avait promis de travailler avec les partenaires sociaux (patrons, associations, syndicats). Par exemple, la loi sur les syndicats avait été promise dans la

vague de la libéralisation en 1990 en même temps que la loi sur les partis politiques et sur la communication. En 2024, on attend toujours. Le Renouveau ne veut pas les revendications, ce qui est un mépris pour les partenaires sociaux. La Constitution a consacré le Conseil économique et social pour jouer ce rôle. Or, depuis que je suis né, le Conseil économique et social n'a jamais siégé pourtant, il consomme un budget d'environ FCFA 3-5 milliards chaque année. C'est la plus grande ar-

naque du Renouveau qui préfère traiter de façon cloisonnée avec chaque partenaire social. Jamais de concertation. Par conséquent, les politiques publiques ne sont ni pertinentes ni efficaces parce qu'en constant décalage avec les besoins des populations.

En définitive, la littérature a retenu les méthodes du Renouveau comme étant « l'actualisation de la langue de bois ». Je ne veux pas citer le nom de l'auteur pour ne pas l'embarrasser dans la mesure où, bien qu'il soit un éminent scientifique,

il est malheureusement le grand communicant du Renouveau. L'on retiendra que le Renouveau se résume en ces mots : « Je vous verrai. » C'est finalement sous cette promesse que les citoyens vivent, espérant un lendemain meilleur qui ne vient toujours pas depuis 42 ans. Au contraire, les choses s'empirent du jour au lendemain, faisant craindre le pire à beaucoup.

Dieu sauve le Cameroun sous le Renouveau !

SDF SG PRESCRIBES NECESSARY ORIENTATION TO SHADOW MINISTERS.

BY KEJANG HENRY

In his orientation note reference no. 034 of September 30th 2024, the secretary General of the social democratic front, Mayor Njong Donatus prescribed necessary orientation to all ministers and vice ministers of shadow cabinet of the party for the successful accomplishment of their mission. It must be mentioned that, the shadow cabinet represents

an oversight or a counter opinion to any government. This mean the shadow speaks or reacts on specific policy areas.

The SGs message is timely as it has been observed that shadow ministers are "sleeping" especially when there are critical issues of public interest happening in the country that need their opinion. Worthy of note, the

past few months were pregnant with a lot of happenings. Unfortunately, the shadow ministers weren't proactive enough, not to say abdicating from their responsibilities where the party's voice would have been heard. With the necessary orientation, it is hoped the shadow ministers will sit up.

And as parliament is scrutinizing bills to the build up of the 2025 budget, this is an opportunity for the shadow ministers to scoop the salient contours of the bills pending enactment by the president of the republic. But before then, the

prime minister, head of government, Dr Joseph Dion Ngute is expected to roll out the country's socio economic blue print for 2025 which will touch on all the key sectors of the country's life and their financial allocations. While waiting,

shadow ministers should be bracing up to tsp from the blue print and present a critical analysis for the SDF in their respective domains.

Read the SGs orientation note below.

REPUBLIC OF CAMEROON
SOCIAL DEMOCRATIC FRONT
DEMOCRACY-JUSTICE-DEVELOPMENT
(POLITICAL PARTY)
NATIONAL EXECUTIVE COMMITTEE
NATIONAL SECRETARIAT
P.O.BOX 490 BAMENDA CAMEROON



RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
FRONT SOCIAL-DÉMOCRATE
DÉVELOPPEMENT DÉMOCRATIE-JUSTICE
(PARTI POLITIQUE)
COMITE EXÉCUTIF NATIONAL
SECRETARIAT NATIONAL
POBOX 490 BAMENDA CAMEROUN

Réf: 034/SDF.NS/ 2024

Yaoundé September 30th, 2024

To

The Ministers and Vice Ministers of the Shadow Cabinet of the SDF

Orientation Note

Dear Ministers,

Dear Vice-Ministers,

You were recently appointed to the functions of President and Vice-President of the various Standing Committees of the Party by our National Chairman, Hon. Joshua OSIH. I would like to congratulate you for this appointment and at the same time take this opportunity to provide you with the necessary orientation for the successful accomplishment of this noble and important mission. Some of you already have experience with the Shadow Cabinet and for you, this will serve as a reminder. This note has become necessary with respect to the last four NEC meetings during which the reports and opinions of the various departments of the Shadow Cabinet were crucially lacking. We also note that our communications department suffers from your absence, as well as the absence of your opinions and reports, on the various subjects concerning your respective departments which are current and which very often require informed, detailed and advised positions.

The Standing Committees, also called "Shadow Cabinet", are committees that formulate the Party's public policies for proposal to the National Executive Committee. They also work to obtain accountability from the government in power in each area of intervention of the State and subsequently, prepare and propose an alternative policy to the Party. In this sense, you are the resource persons of the Party in your respective areas. Each of the ministers are responsible for analysing the budget of the state as well as monitoring and criticizing the policies of the respective government ministerial departments. It is a very pragmatic way of questioning the policy of the regime in place in each area of State intervention and

of preparing an alternative policy. You must be prepared, through your knowledge of the files, to advise the various executive structures as well as elected officials on subjects which concern your respective departments and to act with these executive structures.

The "Shadow Cabinet" is also called the shadow government, the counter-government, the team of experts (Germany) or the following cabinet in Japan. In the SDF, our constitution transforms our permanent committees into a "Shadow Cabinet" while in opposition.

Composed of a President (Minister) and a vice-president (Vice-Minister) appointed by the National Chairperson, it also includes a Secretary appointed by the President of the Committee. The President of the Committee may add as many experts as necessary to discharge his duties. Please let me receive the secretaries of your departments before our next NEC meeting.

Shadow Cabinets prepare reports on issues and developments affecting their respective departments for discussion at NEC meetings. They also propose resolutions to be taken by the NEC on these subjects. The respective reports must reach the Secretary General of the Party one week before the NEC meeting, whenever possible.

The Shadow Cabinet develops public policies to be adopted by the Party on the subjects they cover in consistency with our ruling principles, the Party manifesto and social democratic values.

Also, they advise the National Executive Committee, elected officials and basic structures when there is a request on a subject covered by their departments.

Finally, the "Shadow Cabinet" meets as many times as necessary under the Chairmanship of the National Chairperson or one of his Vice-Presidents designated by the National Chairperson for this purpose.

To facilitate your work, you must get hold of a copy of the Party Constitution including, the Internal Rules and Regulations and the Standing Orders of the Convention.

Here, in a few lines, are the texts as they exist in the Constitution of the Party concerning the "Shadow Cabinet".

--- Excerpts ---

Standing Committees

The Standing Committees of the Party with their areas of activity are as follows;

Agriculture and Rural Development

- Agricultural Development, Technology and Equipment;



Power to the People

*Member of Socialist International
Membre de l'International Socialiste*

Pouvoir au Peuple

- Fishing ;
- Development of forest resources;
- Veterinary medicine and animal industries including leather and skins,
- Marketing;
- Development of hydraulic resources;
- Research and development including connection services;
- Legislation on Environment;
- Environmental rights;
- Education on environmental protection;
- International Treaties and Conventions on the environment;
- The National Commission on the Environment;
- Research and development and extension of services.

Defense and National Security

- Armed forces including the Gendarmerie;
- Police ;
- National Defense and Security Council.

Economy, Finance and Commerce

- Economic Policy and Planning;
- Financial and Tax Policy;
- Bank and insurance ;
- Internal and Foreign Trade;
- Taxes;
- Customs ;
- National Budget and Planning Commission.

Education and formation

- Primary, Secondary Education and Training;
- Tertiary Education and Training;
- Technical, professional education and training;
- National Commission for Education, Culture and the Arts;
- Higher Education.

Foreign Affairs

- Foreign politic ;
- Foreign Relations ;
- International Treaties and Agreements;
- Intergovernmental Organizations;

Power to the People



*Member of Socialist International
Membre de l'International Socialiste*

Pouvoir au Peuple

- Non-governmental organizations.

Gender

- Emancipation of Women;
- Women's rights and participation in development;
- Resolution of conflicts on the condition of women;
- Problems of disadvantaged, marginalized and deprived people.

Health

- Medical research ;
- Medical services and supply systems (of medicines);
- Medical and illness insurance;
- National Council of Public Health.

Information and Media

- Policy and administration of audio-visual media and the press;
- National Audiovisual and Media Commission.

Industrial Development

- Industrial policy;
- Industrial development;
- Political commercial ;
- Promotion of exports.

Internal Affairs

- Issues related to citizenship and nationality;
- Municipalities and local government;
- Devolution;
- Regional government;
- Non-governmental organizations including religions;
- National Commission for Territorial Organization;
- The Audit
- National Civil Service Commissions;
- National Commission on the place and role of religion in our society;
- National Ethics Commission;
- National Census Commission;
- National Elections Commission;
- Relations with the Assemblies, Regional Councils and the Senate;
- Good governance.

Power to the People



*Member of Socialist International
Membre de l'International Socialiste*

Pouvoir au Peuple

Judicial and Legal Affairs

- Legislation;
- Judicial Affairs;
- National Commission for Human Rights, Freedoms and Petitions
- Development of national law;
- International legal agreement and relations;
- The Ombudsman;
- National Council of the Judiciary;
- Penitentiary Institutions, Production and Reform;
- Conflict resolution;

Post and Telecommunications

- Postal system;
- Telecommunications;
- Research and development.

Science, Technology and Development

- Scientific Research and Training;
- Promotion of local technologies;
- National Commission for Science and Technology.

Social Affairs, Sports and Youth Development

- Labor policy;
- Promotion of a social security and health insurance policy;
- Sports;
- National Sports Commission and financially independent sports federations.

Tourism and Culture

- Tourism development;
- Tourism marketing;
- Cultural development.

Public works and transport

- Infrastructure, development and maintenance policy;
- The equipment park and maintenance policy.

Power to the People



*Member of Socialist International
Membre de l'International Socialiste*

Pouvoir au Peuple

Mines, Water and Energy

- Mining exploitation and development;
- Oil exploitation and development;
- Water and resource development;
- The development and exploitation of energy resources, including new resources as well as the renewal of existing resources.

Powers and Functions of Standing Committees

The Bureau of each Standing Commission will be composed of a President, a Vice-President and a Secretary designated by the President of the Commission, after broad consultation;

The Presidents of the Standing Commissions and their Deputy are appointed by the National President, after broad consultation, on the basis of their knowledge and experience in the various fields of activity concerned;

The Standing Committees will meet as necessary, provided that they meet at least once per quarter;

The meetings of the Standing Commissions will be convened and chaired by their Presidents, and in case of impediment, by the vice-presidents in order of precedence by age;

The Presidents of the Standing Committees and their Deputies constitute the government-in-waiting of the Party, called the "Shadow Government";

The meetings of the Presidents and their Deputies constitute the cabinet meetings of the "Shadow Government" and are conducted according to the rules and practices applicable to cabinet councils;

The meetings of the "Shadow Government" are convened and chaired by the National President or by one of the National Vice Presidents or other Party personality designated by the National President;

Meetings of the Shadow Government are held as often as necessary, provided that the Shadow Government meets at least one week before each meeting of the National Executive Committee to review the reports ready to be presented to the said Committee;

In concert with the National President, the Commissions set up the various services required in their field of activity and each president appoints the heads of services and recruits resource people;

The "Shadow Government" proposes other draft internal regulations of the Party and submits them to the National Executive Committee for examination and adoption;



Power to the People

*Member of Socialist International
Membre de l'International Socialiste*

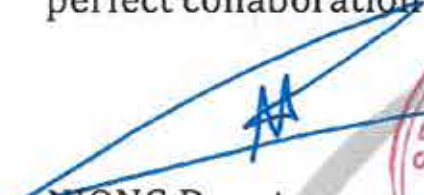
Pouvoir au Peuple

Under the supervision of the National President, the work program of each Standing Commission is prepared and submitted to the National Executive Committee for adoption.

--- End of excerpts ---

We therefore invite you to prepare a summary roadmap which will be the essential part of your work program for the period from mid-October 2024 to the 31st of to December 2025 which should be sent to me no later than the 12th of October 2024.

While reiterating my warm congratulations, please receive the assurance of my perfect collaboration and best regards.


NJONG Donatus
Secretary General



SDF SG PRESCRIT L'ORIENTATION NÉCESSAIRE AUX MINISTRES DU SHADOW CABINET

PAR : KEJANG HENRY

Dans sa note d'orientation référencée no. 034 du 30 septembre 2024, le secrétaire général du Social Democratic Front, le maire Njong Donatus, a prescrit une orientation nécessaire à tous les ministres et vice-ministres du shadow cabinet du parti pour l'accomplissement réussi de leur mission. Il convient de mentionner que le "shadow cabinet" représente un contrôle ou un contre-avis du gouvernement. Cela signifie qu'il s'exprime ou réagit sur

des domaines politiques spécifiques.

Le message du Secrétaire général arrive à point nommé, car il a été observé que les ministres du Shadow cabinet dorment, en particulier lorsque des questions critiques d'intérêt public se posent dans le pays et nécessitent leur avis. Il convient de noter que les derniers mois ont été riches en événements. Malheureusement, nos ministres n'ont pas été assez proactifs, pour ne pas dire qu'ils ont abdicé

leurs responsabilités, où la voix du parti aurait été entendue. Avec l'orientation nécessaire, il est à espérer que les ministres se lèvent. Et comme les députés examine les projets de loi pour l'élaboration le budget 2025, c'est l'occasion pour les ministres du shadow cabinet de scruter les grandes lignes des projets de loi en attente d'être promulgués par le président de la République. Mais avant cela, le Premier ministre, chef du gouvernement, le Dr Joseph Dion Ngute,

va présenter le plan socio-économique du pays pour 2025, qui portera sur tous les secteurs clés de la vie du pays et leurs allocations financières. En attendant, les ministres du shadow cabinet devraient se préparer à s'inspirer du schéma directeur et à présenter une analyse critique du SDF dans leurs domaines respectifs.

Lire la note d'orientation du SG ci-dessous.

REPUBLIC OF CAMEROON
SOCIAL DEMOCRATIC FRONT

DEMOCRACY-JUSTICE-DEVELOPMENT
(POLITICAL PARTY)

NATIONAL EXECUTIVE COMMITTEE
NATIONAL SECRETARIAT
P.O.BOX 490 BAMENDA CAMEROON



RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
FRONT SOCIAL-DÉMOCRATE

DÉVELOPPEMENT DÉMOCRATIE-JUSTICE
(PARTI POLITIQUE)

COMITE EXÉCUTIF NATIONAL
SECRETARIAT NATIONAL
POBOX 490 BAMENDA CAMEROUN

Réf : 034/SDF.NS/ 2024

Yaoundé le 30 Septembre 2024

À

Mesdames et Messieurs les Ministres
Mesdames et Messieurs les Vice-Ministres du « Shadow Cabinet »

Note d'Orientation

Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Vice-Ministres,

Vous avez été récemment nommés aux fonctions de Président et Vice-Président des différentes Commissions Permanentes du Parti par notre Président National, L'Hon Joshua OSIH. Je tiens particulièrement à vous féliciter et en même temps profiter de cette occasion pour vous transmettre les orientations nécessaires à l'accomplissement réussi de cette noble et importante mission. Certains d'entre vous ont déjà l'expérience du poste et pour vous, ceci servira de rappel. Cette note est devenue nécessaire au vu des quatre dernières réunions du NEC pendant lesquels les rapports et les avis des différents départements du Shadow Cabinet nous ont crucialement fait défaut. Nous notons aussi que notre département de la communication souffre de votre absence, ainsi que de l'absence de vos avis et rapports, sur les divers sujets concernant vos départements respectifs qui font l'actualité et qui nécessitent très souvent des positions informées, renseignées et avisées.

Les commissions permanentes aussi appelées « Shadow Cabinet » sont des commissions de formulation des politiques publiques du Parti en vue de l'obtention du gouvernement en place d'une reddition des comptes dans chaque domaine d'intervention de l'Etat et par la suite, de préparation et de proposition d'une politique alternative. En ce sens, vous êtes les personnalités ressources du Parti dans vos domaines respectifs. Chacun des ministres a pour mission d'analyser le budget de l'Etat et de surveiller ou critiquer la politique du département ministériel en place. C'est un moyen très pragmatique de questionner la politique



Power to the People

*Member of Socialist International
Membre de l'International Socialiste*

Pouvoir au Peuple

du régime en place dans chaque domaine d'intervention de l'Etat et de **préparer une politique alternative**. Vous devez être ainsi préparés, par vos connaissances des dossiers, à conseiller les différents exécutifs et nos élus sur les sujets qui concernent vos départements respectifs et à agir avec ces structures exécutives.

Le « Shadow Cabinet » est aussi appelé le gouvernement de l'ombre, le contre-gouvernement, l'équipe d'experts (Allemagne) ou le cabinet suivant au Japon. Au SDF, nos statuts transforment nos commissions permanentes en « Shadow Cabinet ».

Composé d'un Président (Ministre) et d'un vice-président (vice-ministre) nommés par le Président National, il comprend également un Secrétaire nommé par le Président de la Commission. Le Président de la Commission peut adjoindre autant d'experts que nécessaire pour pouvoir décharger ses fonctions. Veuillez s'il vous plait me faire parvenir les noms de vos secrétaires désignés avant la prochaine réunion du NEC.

Les Shadow Cabinets préparent des rapports sur les sujets et l'actualité concernant leurs départements respectifs pour être débattu aux réunions du NEC. Ils proposent aussi des résolutions à prendre par le NEC sur ces sujets. Les rapports respectifs doivent parvenir au Secrétaire Général du Parti une semaine avant le NEC.

Il élabore des politiques publiques à être adoptées par le Parti sur les sujets qu'ils couvrent en cohérence avec les principes, le manifeste du Parti et les valeurs sociales-démocrates.

Aussi, ils conseillent l'exécutif national et les structures de base lorsqu'il y a une demande sur un sujet couvert par leurs départements.

Pour faciliter votre travail, vous devez vous procurer une copie des statuts du Parti comprenant le Règlement intérieur et le Règlement intérieur du Congrès.

Finalement, le « Shadow Cabinet » se réunit autant de fois que nécessaire sous la Présidence du Président National ou l'un de ses Vice-présidents désignés par le Président National à cet effet.

Voici, en quelques lignes, les textes tel qu'existant dans les statuts concernant le « Shadow Cabinet ».

--- Extraits ---

Des Commissions Permanentes

Les Commissions Permanentes du Parti avec leurs domaines d'activité sont les suivantes ;

Agriculture et Développement Rural



Power to the People

*Member of Socialist International
Membre de l'International Socialiste*

Pouvoir au Peuple

- Développement agricole, Technologie et Equipement ;
- Pêche ;
- Développement des ressources forestières ;
- Médecines vétérinaire et industries animales y compris le cuir et les peaux,
- Commercialisation (Marketing) ;
- Développement des ressources hydrauliques ;
- Recherche et développement y compris les services de branchement ;
- Législation sur Environnement ;
- Les droits de l'environnement ;
- Education sur la protection de l'environnement ;
- Traités et Conventions Internationales sur l'environnement ;
- La Commission Nationale sur l'environnement ;
- La Recherche et le développement et l'extension des services.

Défense et Sureté Nationale

- Force armées y compris la Gendarmerie ;
- Police ;
- Conseil National de la Défense et de la Sécurité.

Economie, Finances et Commerce

- Politique Economique et Planification ;
- Politique Financière et Fiscale ;
- Banque et Assurance ;
- Commerce Intérieur et Extérieur ;
- Impôts ;
- Douanes ;
- Commission Nationale du Budget et de la Planification.

Education et Formation

- Enseignement Primaire, Secondaire et Formation ;
- Enseignement Tertiaire et Formation ;
- Enseignement Techniques, professionnel et Formation ;
- Commission Nationale de l'Education, la Culture et les Arts ;
- Enseignement Supérieur.

Affaires Etrangères

- Politique Etrangère ;
- Relations Extérieures ;
- Traités et Accords Internationaux ;
- Organisations Intergouvernementales ;
- Organisations Non Gouvernementales.

Genre

- Emancipation des Femmes ;
- Droit des femmes et participation au développement ;
- Résolution des conflits sur la condition des femmes ;
- Problèmes des personnes défavorisées, marginalisées et démunies.



Power to the People

*Member of Socialist International
Membre de l'International Socialiste*

Pouvoir au Peuple

Santé

- Recherche médicale ;
- Les services médicaux et les systèmes d'approvisionnement (en médicaments) ;
- Assurance médicale et maladies ;
- Conseil National de la Santé Publique.

Information et Média

- Politique et administration des médias audio-visuels et de la presse ;
- Commission Nationale de l'audiovisuel et des Médias.

Développement Industriel

- Politique industrielle ;
- Développement industriel ;
- Politique Commerciale ;
- Promotion des exportations.

Affaires Intérieures

- Problèmes liés à la citoyenneté et à la nationalité ;
- Communes et gouvernement local ;
- Dévolution ;
- Gouvernement régional ;
- Organisations non gouvernementales y compris les religions ;
- Commission Nationale de l'Organisation du Territoire ;
- L'Audit
- Commissions Nationale de la Fonction Publique ;
- Commission Nationale sur la place et le rôle de la religion dans notre société ;
- Commission Nationale de l'éthique ;
- Commission Nationale de Recensement ;
- Commission Nationale des Elections ;
- Relation avec les Assemblées, Conseil Régionaux ainsi que le Sénat ;
- Bonne Gouvernance.

Affaires Judiciaires et Juridiques

- Législation ;
- Affaires Judiciaires ;
- Commission Nationale des Droits de l'Homme, des Libertés et des Pétitions
- Développement du droit national ;
- Accord et relations juridiques internationaux ;
- L'Ombudsman ;
- Conseil National de la Magistrature ;
- Les Institutions pénitentiaires, de production et Réforme ;
- La résolution des conflits ;

Poste et Télécommunications

- Système postal ;



Power to the People

Member of Socialist International
Membre de l'International Socialiste

Pouvoir au Peuple

- Télécommunications ;
- Recherche et développement.

Sciences, Technologie et Développement

- Recherche scientifique et Formation ;
- Promotion des technologies locales ;
- Commission Nationale des Sciences et Technologie.

Affaires Sociales, Sports et Développement de la jeunesse

- Politique du travail ;
- Promotion d'une politique de sécurité sociale et d'assurance maladie ;
- Sports ;
- Commission Nationale des Sports et Fédérations sportives financièrement indépendantes.

Tourisme et Culture

- Développement touristique ;
- Marketing touristique ;
- Développement culturel.

Travaux publics et Transport

- La politique de l'infrastructure, du développement et de l'entretien ;
- Le Parc de matériel et la politique de l'entretien.

Des Mines, de l'Eau et de l'Energie

- L'exploitation et le développement minier ;
- L'exploitation et le développement pétrolier ;
- Le développement de l'eau et ressources ;
- Le développement et l'exploitation des ressources énergétiques y compris des nouvelles ressources ainsi que le renouvellement des ressources existantes.

Des Pouvoirs et des Fonctions des Commissions Permanentes

Le Bureau de chaque Commission Permanente sera composé d'un Président, d'un Vice-Président et d'un Secrétaire désigné par le Président de la Commission, après une large consultation ;

Les Présidents des Commissions Permanentes et leurs Adjoints sont nommés par le Président National, après une large consultation, sur la base de leur connaissance et leur expérience dans les divers domaines d'activités concernés ;

Les Commissions Permanentes se réuniront en tant que besoin, à condition qu'elles se réuniront au moins une fois par trimestre ;

Les réunions des Commissions Permanentes seront convoquées et présidées par leurs Présidents, et en cas d'empêchement, par les vices présidents par ordre de préséance en l'âge :



Power to the People

*Member of Socialist International
Membre de l'International Socialiste*

Pouvoir au Peuple

Les Présidents des Commissions Permanentes et leurs Adjoints constituent le gouvernement en attente du Parti, appelé le « Shadow Government » ;

Les réunions des Présidents et de leurs Adjoints constituent les réunions du cabinet du «Shadow Government» et sont conduites selon les règles et pratiques applicables aux conseils de cabinet ;

Les réunions du «Shadow Government» sont convoquées et présidées par le Président National ou par l'un des Vices Présidents Nationaux ou autre personnalité du Parti désigné par le Président National ;

Les réunions du «Shadow Government» se tiennent aussi souvent que de besoin, à condition que le «Shadow Government» se réunisse au moins une semaine avant chaque réunion du Comité Exécutif National pour examiner les rapports prêt à être présentés au dit Comité ;

De concert avec le Président National, les Commissions mettent en place les divers services requis dans leur domaine d'activité et chaque président nomme les chefs de services et recrute les personnes ressources ;

Le «Shadow Government» propose d'autres projets de règlements intérieurs du Parti et les soumet au Comité Exécutif National pour examen et adoption ;

Sous la supervision du Président National, le programme de travail de chaque Commission Permanente est préparé et soumis au Comité Exécutif National pour adoption.

--- Fin des extraits ---

Nous vous invitons donc à préparer une feuille de route sommaire qui sera l'essentiel de votre programme de travail pour la période allant de mi-octobre jusqu'au 31 décembre 2024 et du 1^{er} Janvier 2025 au 31 Décembre 2025 que vous pouvez me faire parvenir au plus tard le 12 octobre 2024.

Tout en vous réitérant mes chaleureuses félicitations, veuillez croire, Mesdames et Messieurs les Ministres et Vice-Ministres, en l'assurance de ma parfaite collaboration.



NJONG Donatus
Secrétaire Générale



**Comité éditorial / Editorial Committee
Les Camarades / The Comrades**

**Nguidjol Ngan
Atanga Mbah Mbole
Grace Ngwafor
Njinjoh Francis
Henri Kejang
Innocent Mbunyui
Eric Gama
Alexi Kamewe
Ndifor Richard
Abdulsalamu Musa
Rivel Nguemaleu
Ndah Grimbald
Louis Marie Kakdeu
Tah Ndangoh
Jean Takoungang
Djobongue
Margerate Ndzelem
Loïc Esawe
Paul Gouater
Herman Diffo**

Contacts :

Tel: +237 672 77 54 93

Email : thevanguardsdf@gmail.com

Site web : <https://sdf.cm/newsletter/>

Facebook : <https://www.facebook.com/SocialDemocraticFront>

Page twitter : https://x.com/SDF_actualites?t=tSqbqsUM_eM8Oqt3AnB-kkQ&s=09

Youtube : https://youtu.be/b-DIW_26Uww?si=BZgD-VO-vCFOVwfBh

COMITÉ DE RÉDACTION / EDITORIAL COMMITTEE

SUPERVISEUR ÉDITORIAL / EDITORIAL SUPERVISOR : HON. JOSHUA OSIH

RÉDACTEUR EN CHEF / EDITOR-IN-CHIEF : PR TAKOUNGANG JEAN

DISPONIBLE SUR / AVAILABLE ON SDF.COM

CONTACT : +237 672 77 54 93

THEVANGUARDSDF@GMAIL.COM

